

Il faut que cet état de choses cesse au Canada si nous ne voulons pas saper tout l'édifice social et économique de notre nation. La jeunesse du Canada est prête à servir. Nous reconnaissons que, dans l'Empire britannique, nous sommes en présence d'une grande tâche. Nous savons également que ce mois de septembre est l'un des plus graves que nous ayons connus. Mais nous veillons avec soin, parce que nous avons eu la dure expérience de dix ans de dépression. Nous n'ignorons pas les politiques financières appliquées entre 1914 et 1918, et nous sommes résolus à y apporter un changement. Ne vous leurrez donc point.

La jeunesse canadienne est prête à apporter sa contribution pourvu que le principe de la conscription soit d'application générale. Nous ne voulons pas que les journaux canadiens soulignent surtout la conscription du capital humain, car, en ce qui me concerne personnellement, je suis en faveur de la conscription générale, mais je ne voterais pas pour faire enrôler un seul homme ou l'envoyer en dehors du Canada à moins que ne fût imposée en même temps la conscription de la finance et de l'industrie.

Pour nous, la conscription de l'industrie ne signifie pas sa nationalisation. Nous n'avons pas en vue un régime d'étatisation, comme celui qu'ont proposé certains honorables députés appartenant à la Fédération du commonwealth coopératif. Nous ne voulons pas que l'industrie change de propriétaire, mais qu'un crédit suffisant soit mis à sa disposition, afin qu'il n'y ait aucune difficulté à établir les usines qui pourront devenir nécessaires d'ici quelques années, à construire les entrepôts dont nous pourrions avoir besoin pour emmagasiner nos produits alimentaires, ou à assurer de quelque façon que ce soit le développement de l'industrie canadienne.

Ce que nous voulons, c'est que l'industrie soit exploitée à son plein rendement pour répondre aux besoins du Canada et de l'Empire. Toutefois, j'ai remarqué en lisant les journaux que l'on y met au premier plan l'idée que nous préconisons la conscription du capital humain. Nous préconisons cela; nous sommes prêts à accepter le service militaire obligatoire, mais il faut que nous appliquions aussi le principe de la conscription à l'industrie et à la finance. Nous ne voulons pas que les journaux canadiens déclarent dans leurs colonnes ou que ceux qui appartiennent aux vieux partis politiques du Canada aillent dire publiquement que nous préconisons la conscription du capital humain sans ajouter que nous réclamons la conscription de l'industrie et de la finance. Le principe doit s'appliquer à ces trois éléments.

Nous savons que dans cette guerre la question des ressources en hommes, en vivres et

[M. Landeryou.]

en munitions prendra peut-être une importance capitale et nous croyons que l'industrie devrait être mobilisée de façon que tout gaspillage soit éliminé. Nous ne voulons pas que les fruits des vergers de la Nouvelle-Ecosse, de l'Ontario ou de la Colombie-Britannique pourrissent sur le sol comme cela s'est produit dans le passé. Au contraire, nous voulons la conservation soigneuse de nos ressources en produits alimentaires, car nous avons su, pendant la dernière guerre, que les forces alliées avaient été menacées d'une disette de vivres. Nous savons que l'issue de cette guerre pourra dépendre dans une large mesure des approvisionnements de vivres, facteur qui sera peut-être plus important que les ressources en hommes ou en canons. Si nous faisons tout notre possible pour accroître nos réserves de vivres et pour indiquer au peuple canadien que nous avons le désir sincère de voir chacun faire le même sacrifice, nous n'éprouverons aucune difficulté.

Une fois de plus, je prie le ministre intérimaire des Finances d'examiner la question de l'émission par l'Etat, de monnaie libre de dette, afin que tout le financement nécessaire puisse se faire, que les cultivateurs canadiens puissent se procurer les machines nécessaires à l'intensification de leur production. Que la nation puisse être pourvue sans tarder de l'outillage nécessaire à l'accroissement de nos réserves de vivres. Je suis d'avis que le Gouvernement devrait faire en sorte que les dettes et l'usure ne puissent être victorieuses dans cette guerre, et qu'il devrait s'efforcer sérieusement d'amener un état de choses tel que tout le monde, acceptant des sacrifices égaux, puisse obtenir cette paix et ce contentement absolu qui, ainsi que le premier ministre l'a déclaré, constituent le légitime patrimoine de tous.

M. POULIOT: L'honorable député veut-il nous dire comment son système monétaire profiterait à l'ancien combattant ou au citoyen ordinaire et quel en serait l'avantage? Je n'ai pas saisi cela.

M. LANDERYOU: L'honorable député désire-t-il savoir comment l'argent bénéficierait à l'ancien combattant?

M. POULIOT: Je désire savoir comment cet argent va parvenir au gousset de l'individu et comment cet argent, une fois rendu là, lui aidera à obtenir quelque chose.

M. L'ORATEUR: A l'ordre. Je dois rappeler aux honorables députés que la Chambre ne siège pas en comité.

M. LANDERYOU: Je n'avais pas l'intention de discuter cette question dans ses détails, mais je veux faire remarquer que l'on peut présentement emprunter de l'argent sur le crédit de la nation.